



**PRÉFET
DE SAÔNE-ET-LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement de
Bourgogne-Franche-Comté**

Unité Interdépartementale 39-71
1 rue Georges Feydeau
71100 Chalon-sur-saône

Chalon-sur-saône, le 20/02/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 16/10/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

ORANO MINING

2 route de Lavaugrasse
87250 Bessines-Sur-Gartempe

Références : CP/MV/2025/C_014
Code AIOT : 0005401045

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/10/2024 dans l'établissement ORANO MINING implanté Site de Bauzot Lieu-dit La Borne Pilot - Les Bauzots 71760 Issy-l'Évêque. L'inspection a été annoncée le 20/09/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection du 16 octobre 2024 s'inscrit dans le cadre du suivi des travaux de réaménagement de l'installation de stockage de déchets radioactifs et de résidus de traitement de minerais uranifères qu'elle détient sur le territoire de la commune d'Issy-l'Évêque.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ORANO MINING
- Site de Bauzot Lieu-dit La Borne Pilot - Les Bauzots 71760 Issy-l'Évêque
- Code AIOT : 0005401045

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site de stockage de déchets et de résidus miniers de Bauzot se situe sur la commune d'Issy-L'Évêque en Saône-et-Loire (71) au lieu-dit "La Borne Pilot".

Le site a connu 3 périodes d'activités différentes :

- Exploitation minière en souterrain de 1950 à 1957,
- Stockage de déchets industriels de faible activité et de résidus miniers de 1958 à 1969, sur le carreau minier,
- Exploitation minière à ciel ouvert d'août 1984 à septembre 1985.

Le stockage de déchets a été mis en place par le CEA. Il est aujourd'hui géré par Orano Mining.

Ce stockage relève dorénavant des rubriques 1735 et 2797 de la nomenclature des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE).

Il ne reçoit plus de déchets.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se

- conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
5	Adaptation des périodes de travaux à la sensibilité des espèces	AP Complémentaire du 04/12/2023, article 9.1.2 MR4-R3.1a	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Modifications apportées au projet	AP Complémentaire du 04/09/2023, article Chapitre 1.6.1	/	Sans objet
2	Phasage des travaux	AP Complémentaire du 04/09/2023, article Chapitre 1.4	/	Sans objet
3	Balisage préventif et mise en défens	AP Complémentaire du 04/09/2023, article 2.3.4	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Sans objet
4	Déboisement - Défrichage	AP Complémentaire du 04/09/2023, article 2.4.1	/	Sans objet
6	Réaménagement du stockage	AP Complémentaire du 04/09/2023, article 2.4.4	/	Sans objet
7	Contrôle des argiles	AP Complémentaire du 04/09/2023,	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
		article 2.4.4.1		
8	Contrôles de la géomembrane	AP Complémentaire du 04/09/2023, article 2.4.4.1	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a permis de constater que des travaux de réaménagement de l'installation de stockage de déchets radioactifs et de résidus de traitement de minerais uranifères se déroulait selon le phasage prévu et conformément aux engagements de l'exploitant dans les dossiers déposés.

L'exploitant a fourni les éléments justifiant que les aménagements proposés ne remettaient pas en cause les objectifs des travaux en termes de stabilité et de confinement du stockage.

Les procédures établies par l'exploitant et son maître d'œuvre décrivent les contrôles prévus pour garantir l'atteinte des objectifs.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Modifications apportées au projet

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 04/09/2023, article Chapitre 1.6.1
Thème(s) : Situation administrative, Conformité aux dossiers
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, est portée avant sa réalisation à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a adressé deux porter à connaissance (PAC) pour informer de modifications apportées au dossier initial de réaménagement du stockage.</p> <p>PAC 1 de décembre 2023 : Mise en place de matériaux de couverture directement au pied du talus nord sans entreposage temporaire dans la zone de stockage des matériaux.</p> <p>PAC 2 de juillet 2024 :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Modification de la nature des matériaux de couverture, • Mise en œuvre du géosynthétique bentonitique (GSB) à plat et non en gradin sur les secteurs à faibles pentes,

- Modification du phasage d'exécution pour la mise en place de la structure : mise en place de la couche de modelage sur le dôme suivi de la mise en place de la structure (modelage, GSB, argile, couverture) sur les gradins en montant, raccordement avec le dôme et mise en place des couches finales de couverture sur le dôme,
- Extension de la couverture au sud pour couvrir la totalité du stockage (découverte de fûts lors des travaux sur le dôme),
- Création d'une piste VL sur le dôme pour permettre l'accès aux nouveaux piézomètres,
- Modification du tracé final des fossés pour n'avoir qu'un point de rejet à l'exutoire.

L'exploitant a fourni les documents justifiant que les aménagements prévus concernant la nature des matériaux de couverture permettaient d'assurer la stabilité du stockage comme prévu par le cahier des charges initial (Notes d'hypothèses et de calcul référencé F40003-FZE-TER-NHDC-14002-B).

La modification du tracé des fossés de collecte des eaux pluviales a pour avantage de n'avoir qu'un seul fossé à gérer entre le bassin du site et l'exutoire final.

Ces modifications n'appellent pas de remarques particulières.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Phasage des travaux

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 04/09/2023, article Chapitre 1.4

Thème(s) : Autre, Conformité aux dossiers

Prescription contrôlée :

Les travaux de réaménagement du stockage de déchets comporte 4 phases successives, conformément aux dispositions contenues dans le dossier de porter à connaissance et conformément au tableau suivant :

Phase	Date prévisible de début de la phase	Durée prévisible	Description
1 - Aménagement de la base vie et des aires de stockage des matériaux	Septembre 2023	2 mois	Busage du talweg et création de l'accès au site. Création des plateformes et du réseau de fossés de collecte des eaux pluviales autour des zones de travaux
2 - Approvisionnement en matériaux	Novembre 2023	12 mois	Approvisionnement du chantier par camions bennes bâchés ou semi-

			bâchés au rythme de 32 voyages par jour
3 - réaménagement du stockage	Septembre 2024	12 mois	<p>Création de la tranchée drainante et des fossés de collecte des eaux extérieures</p> <p>Condamnation de la canalisation de diamètre 200 mm existante</p> <p>Défrichage de la zone de stockage</p> <p>Décapage sous le futur remblai du talus nord du stockage</p> <p>Création des ouvrages de gestion des eaux intérieures dont le bassin de collecte des eaux de ruissellement</p> <p>Comblement des piézomètres BAU PZM 2 ET BAU PZM 3 et des sondages situés dans l'emprise des travaux</p> <p>Implantation des piézomètres BAU PZM2B, BAU PZM3B, BAU PZM5 et BAU PZM6</p> <p>Création, à l'avancement, d'ouvrages hydrauliques provisoires raccordés aux ouvrages hydrauliques des eaux intérieures</p> <p>Implantation de BAU PZP1 dans le stockage</p>
4 - Remise en état	Mi septembre 2025	3 mois et 15 j	Suppression des

4 - Remise en état	Mi septembre 2025	3 mois et 15 j	<p>Suppression des pistes de chantier et de la base vie</p> <p>Dépose de la buse de diamètre 800 mm en traversée de la voie d'accès au chantier</p> <p>Création de la piste définitive d'accès aux piézomètres</p> <p>Régilage des terres de décapage et de la terre végétale sur les pistes de chantier, les aires de stockage et végétalisation de ces zones.</p> <p>Plantation de bosquets d'espèces de feuillus rencontrés localement en pied de talus du stockage et en périphérie du bassin</p> <p>Plantation d'arbres pour masquer le dôme depuis la route départementale.</p>
--------------------	-------------------	----------------	---

Constats :

L'inspection s'est déroulée au début de la phase 3 du chantier.

La quasi-totalité des matériaux nécessaires au réaménagement du dépôt a été livrée sur le site (phase 2). L'exploitant a précisé que les apports allaient se poursuivre jusqu'à début novembre 2024 et qu'un apport complémentaire en fin de chantier était envisagé pour ajuster les volumes.

Il a pu être constaté que :

- la zone de stockage était défrichée,
- la tranchée drainante était achevée,
- le fossé extérieur (tranchée trapézoïdale avec enrochement liaisonné) était en grande partie créé et en voie d'être raccordé à la tranchée drainante,
- un réseau provisoire de collecte des eaux intérieures était créé,
- le bassin de collecte des eaux intérieures était réalisé,
- les nouveaux piézomètres ont été installés hormis le BAU BZM 1 qui restera à implanter dans le stockage,
- le modelage de la partie supérieure du dôme était en cours. Les eaux pluviales de

- le modelage de la partie supérieure du dôme était en cours. Les eaux pluviales de ruissellement du dôme sont évacuées vers le réseau des eaux intérieures au moyen de tuyau PVC qui seront bouchés à la fin du chantier.

Le décapage sous le remblai au pied du talus nord a été réalisé lors de la phase 2 pour permettre l'apport des matériaux à leur emplacement définitif sans stockage temporaire sur la zone d'entreposage des matériaux. L'exploitant en avait informé le préfet en décembre 2023.

Le chantier de réaménagement du stockage de déchets se déroule selon le phasage prévu dans le dossier de porter à connaissance et les dossiers modificatifs adressés à l'administration.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Balisage préventif et mise en défens

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 04/09/2023, article 2.3.4

Thème(s) : Autre, Préservation des enjeux environnementaux

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 27/02/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant

Prescription contrôlée :

Un balisage préventif et la mise en défens

- des zones humides,
 - la zone de présence de la Montie des fontaines localisée dans la noue (zone humide),
 - des deux stations de Trèfles souterrains,
 - des deux stations d'Arabette glabre,
 - des zones où sont déplacés les pieds d'Arabette glabre,
 - les arbres à gîtes des chiroptères et de la Lucane cerf-volant,
- sont réalisés avant le démarrage des travaux, conformément au plan « Synthèse des enjeux » de l'annexe 5.

Le déplacement des pieds d'Arabette glabre doit intervenir au printemps pendant la phase 2. Le protocole de déplacement des pieds d'Arabette glabre et la localisation du site de replantation doivent avoir été préalablement validés par le Conservatoire Botanique National (CBN) du Bassin Parisien - Délégation Bourgogne.

Une barrière anti-amphibiens sera posée en périphérie de la zone des travaux selon les recommandations de l'écologue chargé du suivi des travaux. Son implantation devra assurer le maintien de la circulation des individus entre leurs sites de reproduction et leurs sites de repos et d'hivernage.

Constats :

Le balisage de la zone de présence du trèfle souterrain située au nord du stockage a été constaté lors de cette visite (secteur non inspecté lors de la précédente visite).

<p>Le balisage des autres zones d'intérêt identifiées est toujours en place hormis pour les stations d'Arabettes qui étaient situées sur le dôme et qui ont été déplacées dans la noue en avril 2024 selon le protocole validé par le Conservatoire Botanique National (CBN) du Bassin Parisien - Délégation Bourgogne.</p> <p>La barrière anti-amphibiens posée en périphérie de la zone des travaux est toujours présente (contrôle statistique).</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Déboisement - Défrichage

<p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 04/09/2023, article 2.4.1</p>
<p>Thème(s) : Autre, Biodiversité</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les défrichements, abattages et élagages devront intervenir en période de moindre sensibilité des espèces, c'est-à-dire entre le 1^{er} septembre et le 31 octobre.</p> <p>Les souches seront laissées en place et traitées de façon à ralentir leur décomposition.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite, il a été constaté que le dôme et les flancs du stockage étaient débroussaillés. L'exploitant a indiqué que ces travaux avaient débuté le 02 septembre 2024 à la reprise du chantier qui avait été interrompu pendant la période estivale.</p> <p>Seuls quelques résineux ont été maintenus dans l'angle sud-est afin de masquer le chantier à la vue des habitants de la ferme de la Borne Pillot.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Adaptation des périodes de travaux à la sensibilité des espèces

<p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 04/12/2023, article 9.1.2 MR4-R3.1a</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Mesures de réduction</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les travaux de déboisements, arrachage d'arbres et arbustes et décapage seront réalisés entre le 1^{er} septembre et le 31 octobre.</p> <p>Si l'abattage concerne des arbres, il convient qu'un écologue soit missionné pour détecter d'éventuels arbres à gîtes. Si des arbres à gîtes sont présents, leur coupe pourra intervenir entre le 1/09 et le 31/10 aux conditions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • tout gîte potentiel (cavité, trou, fente, écorce décollée) doit être localisé pour éviter de couper à son niveau, • la découpe doit éviter les parties pouvant constituer des gîtes potentiels et l'entrée des cavités doit être protégée en coupant au-dessus et en-dessous de la cavité, à au moins 50 cm, • le tronçon coupé doit être déposé, par câblage, en douceur sur le sol. La coupe de l'arbre ainsi posée doit être orientée pour que l'ouverture du gîte soit dirigée vers le ciel,

- l'écologue doit procéder à une inspection des gîtes pour vérifier la présence ou non d'individus (oiseaux ou chiroptères). En cas de découverte d'individus de chauves-souris n'ayant pas fui 48 heures après la dépose du tronçon supportant le gîte, un expert chiroptérologue doit être contacté afin de déterminer les modalités de sauvetage des spécimens.

Constats :

L'abattage des arbres présents sur le stockage a débuté le 02/09/2024 et était achevé le jour de la visite. L'exploitant a produit le rapport des prospections réalisées par l'écologue avant la coupe des arbres. Le passage de l'écologue avait pour objectif d'identifier des gîtes potentiels.

Le rapport indique que les 13 cavités identifiées présentent une potentialité faible (aucun indice de présence observé). Les arbres d'intérêt ont été marqués, référencés et géolocalisés. Le rapport comporte les protocoles d'abattage qui diffèrent selon le type de cavité identifié. Il indique que les arbres abattus et déposés pourront être débités après 2 nuits. Il ne prévoit pas d'inspection des gîtes après 48 heures ce qui n'est pas conforme à la prescription.

Lors de l'inspection, il a pu être constaté que tous les arbres abattus n'avaient pas été évacués du site. L'exploitant devra s'assurer de l'absence d'individus dans les gîtes identifiés avant de les débiter.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant fournira le rapport de vérification de la présence/absence d'individus (oiseaux ou chiroptères) dans les gîtes identifiés.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 2 mois

N° 6 : Réaménagement du stockage

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 04/09/2023, article 2.4.4

Thème(s) : Risques chroniques, Réaménagement du stockage

Prescription contrôlée :

Les travaux sont conduits conformément au dossier de porter à connaissance P21_023 du 19 avril 2022, ses compléments :

- la note complémentaire sur le drainage des eaux d'infiltration référencée BES-DT-003246-AMF-SET du 8 décembre 2022,
- le carnet de phasage de l'aménagement des talus (travaux préparatoires et travaux de couverture), Indice C du 30 janvier 2023,

et les plans des travaux annexés au présent arrêté.

La structure de la couverture du dôme de stockage sera une structure multi-couches, composée de bas en haut :

- une couche de modelage d'une épaisseur de 1,50 m sur les talus et de 0,50 m sur le haut du dôme, constituée :
 - d'une première couche de 20 à 30 cm qui viendra recouvrir les souches après abattage des arbres et débroussaillage,
 - d'une deuxième couche de 20 cm à 1,20 m qui viendra donner une « forme plus régulière » aux talus,
- sur les talus, un géosynthétique bentonitique (GSB) d'épaisseur 6 mm et de masse surfacique 5 kg/m², constituée de bentonite naturelle entre deux couches de géosynthétiques, assurant un rôle d'étanchéité, posé sur des gradins successifs d'1 m d'épaisseur et encagé dans la couche de modelage,
- sur la partie sommitale, une géomembrane texturée, d'épaisseur supérieure à 1 mm,
- une couche d'étanchéité d'1 m d'épaisseur en argile de perméabilité $K \leq 10^{-9}$ m/s, sur la totalité du dôme,
- une couche supérieure de matériaux de recouvrement/protection de granulométrie 0/200 mm, d'1 m d'épaisseur minimum, dont 0,30 m de terre végétalisable, et qui comportera des tranchées drainantes conformément à l'annexe 3.

Constats :

Le jour de l'inspection, les travaux de montage de la couverture du dôme étaient en cours (mise en place de la deuxième couche de modelage). Il n'a pas été constaté d'écart avec la procédure « Mise en œuvre de la couche de modelage+GSB » présentée par l'exploitant qui reprend les épaisseurs mentionnées dans la prescription. A ce document sont annexés les grilles de décision de compactage et le plan de contrôle pour la couche de modelage et le GSB.

L'exploitant a fourni la fiche produit de l'argile qui fera la couche d'étanchéité. Les essais faits sur 3 échantillons prélevés dans la carrière indiquent une perméabilité entre 2,6 et 2,8 10⁻¹¹ m/s. La perméabilité de la couche d'étanchéité sera contrôlée lors de la mise en œuvre selon le programme de contrôle présenté par l'exploitant.

Les carrières de proximité ne pouvant fournir un volume suffisant en matériaux 0/200, l'exploitant a proposé une solution alternative qui permettait de respecter le cahier des charges en matière de stabilité (voir fiche de constat n°1).

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Contrôle des argiles

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 04/09/2023, article 2.4.4.1

Thème(s) : Risques chroniques, Réaménagement du stockage

Prescription contrôlée :

L'exploitant spécifie le programme d'échantillonnage et d'analyse nécessaire à la vérification de la couche d'argile de couverture. Ce programme spécifie le tiers indépendant de l'exploitant sollicité pour la détermination du coefficient de perméabilité de matériaux rapportés, et décrit explicitement les méthodes de contrôle prévues. L'exploitant transmet ce programme à l'inspection des installations classées pour avis, a minima trois mois avant l'engagement de

<p>travaux. En cas de modification du programme d'échantillonnage et d'analyse, l'exploitant transmet le programme modifié à l'inspection des installations classées pour avis, a minima un mois avant l'engagement de travaux.</p> <p>Le programme d'échantillonnage et d'analyse est réalisé selon les normes en vigueur.</p> <p>Les résultats des contrôles réalisés conformément aux dispositions des deux alinéas précédents par un organisme tiers de l'exploitant sont transmis au préfet avant mise en place des matériaux de recouvrement. Ils sont comparés aux objectifs de dimensionnement retenus par l'exploitant et sont accompagnés des commentaires nécessaires à leur interprétation.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a adressé le programme de contrôle de l'argile lors de leur mise en œuvre. La méthode et le contrôleur tiers indépendant sont précisés.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 8 : Contrôles de la géomembrane

<p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 04/09/2023, article 2.4.4.1</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Réaménagement du stockage</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Pour le contrôle de la pose de la géomembrane et du GSB, l'exploitant fait appel à un organisme tiers indépendant de l'exploitant. Il s'assure que les matériaux mis en place ne présentent pas de défaut avant leur installation sur le site et procède à leur contrôle après leur positionnement. Une inspection visuelle de la géomembrane et du GSB est réalisée.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant dispose d'une procédure de mise en œuvre et de contrôle de la couche de modelage et du GSB. Le plan de contrôle prévoit une inspection visuelle journalière par le chef de chantier et une inspection mensuelle par un contrôleur extérieur.</p> <p>Il a été constaté que le GSB était livré sur le site mais n'avait pas encore mis en œuvre (le montage de la couverture sur les talus n'était pas commencé).</p> <p>Les rouleaux étaient entreposés sur le sol et recouvert d'une bâche.</p> <p>Il a été constaté que l'emballage étanche d'un rouleau était détérioré et qu'il n'était pas protégé par la bâche.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant indiquera à l'inspection si les conditions de stockage constatées ont conduit à dégrader les caractéristiques de certains rouleaux.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>